



COMPTE-RENDU

Conférence « le numérique au service de la coopération décentralisée »

Mardi 5 juillet 16h00-17h30 – Palais des congrès, Paris

Contexte

« La solidarité numérique se veut une approche positive de la coopération visant à déployer toutes les potentialités de l'Internet et du multimédia auprès de tous les publics concernés. La solidarité peut s'exercer à travers le transfert de ressources financières, matérielles et humaines », selon le guide de la coopération décentralisée pour la solidarité numérique publié en 2008 par le ministère des Affaires Etrangères et Européennes.

Le déploiement des nouvelles technologies et des outils numériques s'est imposé au fur et à mesure comme un support efficace aux partenariats de coopération décentralisée des collectivités. Et, la solidarité numérique est de plus en plus souvent l'objet de tout ou partie des projets issus de ces partenariats. A l'heure actuelle, les principales modalités de mise en œuvre à l'échelon local des actions de solidarité numérique sont : l'assistance technique, le transfert de compétences et d'expertise, le financement de projets, la formation et le renforcement des capacités, le lobbying, le plaidoyer et la sensibilisation.

Dans un contexte d'évolution des partenariats de coopération décentralisée et des approches liées au développement local en général, **l'heure est à l'innovation, à la recherche de méthodes et d'outils novateurs et efficaces pour dynamiser et renouveler les relations, les projets et le partage entre les collectivités.** Pour cela, un retour d'expérience sur les projets de coopération numérique des collectivités locales semble nécessaire et utile à l'amorce d'une réflexion partagée autour des vecteurs d'innovation et des orientations à privilégier dans ce secteur. Il semble notamment urgent d'aller plus loin que le don de matériel ou la duplication d'initiatives numériques mises en œuvre sur son propre territoire afin d'explorer les potentialités multiples qu'offrent les initiatives des collectivités locales du monde entier en terme de réciprocité, de retour sur les territoires et d'innovation dans la gestion des services essentiels.

Les questions à aborder

Pour passer d'une approche partenariale basée sur des processus d'assistantat à l'émergence de projets innovants et structurants pour le développement des territoires, cette réunion de travail permettra aux acteurs publics et privés d'échanger et de partager autour de plusieurs axes:

Un état des lieux sur le secteur du numérique : progression des outils, initiatives dans les villes du sud, réciprocité et retour sur les territoires ;

Un retour d'expérience des collectivités : défis, enjeux et perspectives d'évolution de la coopération numérique ;

Une réflexion collective sur les pratiques innovantes dans le domaine numérique et des TIC à développer pour faciliter l'évolution de la solidarité numérique et favoriser le développement territorial des territoires du « sud » et du « nord ».

Animation et introduction de la conférence

Emmanuel Eveno, Président de Villes Internet et chercheur au LISST-CIEU de l'université de Toulouse Jean Jaurès.

L'un des points forts de la coopération numérique est qu'elle rebat les cartes entre les acteurs de la coopération. Il n'y a plus de « sachant » et « d'apprenant ». En particulier pour la coopération décentralisée, on constate une requalification du jeu des acteurs, le numérique est un moteur pour une nouvelle forme de coopération, rééquilibrée et plus complexe : on sort de la coopération descendante classique afin de développer des échanges de plus en plus réciproques.

Villes-Internet a fait le pari que le soutien de *l'internétisation* de la société française devait passer par un acteur fondamental : les collectivités locales. Villes-Internet a décidé de soutenir l'effort *d'internétisation* des collectivités par un jeu de gratification consistant à donner des @ selon les performances des collectivités (de 1 @ à 5 @). Plus de 1030 collectivités locales ont participé à ce label depuis 17 ans. Villes-Internet est donc une base d'expériences unique au monde dans le secteur de l'internet.

A partir de 2006, le réseau a commencé à travailler en coopération, d'abord avec des pays francophones d'Afrique de l'ouest. Dans ce cadre, Villes-Internet s'est associée à la DAECT pour mettre en œuvre des grandes rencontres régionales en Afrique (il y en a eu quatre à ce jour). Dans ces rencontres, des représentants des collectivités françaises travaillant en coopération décentralisée sont venus et ont participé à des échanges afin de montrer ce qui était fait et de sensibiliser les élus locaux venus pour s'informer et s'inspirer des bonnes pratiques. Depuis 2006, Villes-Internet a donc développé une expertise dans la coopération décentralisée numérique.

Le secteur numérique en général et la coopération numérique en particulier restent difficiles à appréhender pour les élus du fait de leur transversalité et du nombre important d'interlocuteurs qu'ils comportent. Il y a vingt ans, de nombreux élus emblématiques se sont emparés du numérique pour leur visibilité politique. Ces élus ont presque tous disparu car la question du numérique est difficile à manier : elle transcende de nombreux secteurs de l'organisation des collectivités locales et renvoie à de nombreux acteurs.

Par ailleurs, les questions numériques sont souvent initiées par les pratiques, besoins et attentes des usagers et non pas poussées par les politiques. Ce sont les usagers qui émettent la demande et parfois débordent par rapport à ce que proposent les collectivités. Ainsi, pour certaines, le numérique constitue plus un risque qu'une opportunité et est susceptible de générer beaucoup d'inconfort parfois. De plus, dans les collectivités, il existe beaucoup de programmes pour informer la population, en particulier les jeunes sur les dangers d'internet. Le numérique, c'est donc aussi soulever de redoutables questions en termes politique et organisationnel. Enfin, le numérique pose la question de la relation avec les usagers qui sont sur le territoire et qui utilisent ces outils sans attendre la collectivité, ce qui peut parfois créer un décalage.

Une autre question intéressante est celle de l'émergence de l'économie numérique : si l'on regarde les chiffres, une part très importante de la croissance économique tient de l'économie numérique, et ses acteurs sont parmi les plus dynamiques en France. Cela est également vrai en Afrique et dans le reste du monde. Le numérique est source de richesses et d'innovations. Il faut que les collectivités

puissent en prendre conscience pour soutenir les efforts et porter l'innovation des acteurs de leur territoire qui sont ceux qui créeront de l'emploi et de la richesse.

Etude de cas : Retour sur la coopération numérique entre Châtelleraut et Kaya (Burkina Faso)

Jacques Raynaud, Responsable du service relations internationales et coopération décentralisée, Mairie de Châtelleraut

Châtelleraut est en coopération avec une ville du Burkina-Faso, Kaya, en zone sahélienne prononcée. Châtelleraut a soutenu l'initiative numérique dans cette commune qui était mal desservie à tous les niveaux sur le plan des infrastructures (routes, réseaux d'électricité etc.).

Au départ, l'idée de la coopération numérique était de répondre à la demande et au besoin des jeunes de Kaya relatif au manque de réseaux et d'infrastructures. L'association Châtelleraut-Kaya jumelage-coopération était en relation avec des groupes de jeunes de Kaya réunis au sein d'associations et ce sont leurs attentes socio-culturelles qui ont permis d'identifier le projet. Les jeunes de Kaya avaient en tête des modèles d'espaces numériques qui commençaient déjà à se développer dans quelques capitales africaines. Kaya et Châtelleraut ont ainsi ensemble défini une politique numérique en direction de la jeunesse avec trois rôles principaux :

- Un moyen d'éducation et d'initiation de la jeunesse ;
- Un moyen de développement notamment pour les services de la commune de Kaya. En effet, celle-ci peut développer des communications différentes, notamment avec Châtelleraut. La connexion internet entre les deux villes a en effet changé la nature de la coopération ainsi que les modes d'interactions.
- Une diffusion des outils numériques aux acteurs économiques qui avaient également besoin d'accéder aux réseaux (ONG, acteurs économiques etc.). Le CMM – Centre multimédia – de Kaya est aussi devenu un outil de formation professionnelle dans la mesure où il est aussi un lieu où l'on peut se former à des logiciels métiers directement applicables notamment au sein de l'administration communale.

Le CMM a été inauguré en 2004. Les deux partenaires se sont rendus compte que les TIC constituent un outil de coopération transversal mobilisable pour différents programmes de coopération. Par exemple, dans le cadre de la loi Oudin-Santini, les projets de coopération entre Châtelleraut et Kaya dans le secteur de l'eau et de l'assainissement se sont ainsi structurés, consolidés (cartographie des projets dans le secteur de l'eau, gestion de bases de données etc.) grâce à l'appui numérique. Les outils ont été ou pourront être utilisés dans de nombreux secteurs de la coopération notamment pour le développement économique et social en milieu rural (amélioration de la communication entre tous les acteurs), les déchets (logiciels métiers techniques), le renforcement des capacités de gestion communales. D'autres services ont bénéficié des TIC (exemple de l'adressage associant une cartographie à une base de données, ce qui permet à la commune d'identifier quelle type de taxe elle va pouvoir mobiliser), avec des impacts concrets en matière d'urbanisme, de fiscalité etc. De manière générale, le numérique sert à la gestion quotidienne d'une commune. Pour la ville de Châtelleraut, l'impact important sur l'éducation au développement est important, notamment pour les lycéens de la ville qui sont en communication régulière avec leurs pairs au Nord.

10 ans plus tard, le CMM s'est étendu. La mairie de Kaya a développé le CMM en y associant une médiathèque. De même une parabole et des panneaux photovoltaïques ont été installés et tout le bâtiment dispose désormais d'un accès autonome au réseau et à l'énergie.

Les résultats

Pour résumer, le CMM, remplit donc trois missions : l'initiation ; la formation professionnelle ; et la fourniture d'accès, activité rentable. Sur ce dernier point, le CMM a en effet généré des recettes : ce service municipal a permis d'initier une économie vertueuse et de crédibiliser la démarche à l'égard des élus de Kaya qui ne voyaient pas, au départ, dans le numérique, un outil du développement. Finalement, tout ce qui concerne l'évolution du numérique communal s'est cristallisé autour du CMM, et le directeur du CMM est devenu le directeur de l'informatique, gestionnaire du réseau local alimentant les différents services communaux.

Le transfert de savoirs et de pratiques envers les agents a été effectif et efficient dans le cas de cette coopération. Il a également été réciproque. En effet, à Châtellerault, la coopération a eu un fort impact grâce à la formation des étudiants de l'IUT de Châtellerault ; aux retours d'expériences sur les agents du service informatique qui appliquent une autre vision de leur métier, de ce qu'est le service public en France ; et à l'ouverture d'esprit des différentes parties prenantes permettant de répondre à des questions qui émanent des publics de Châtellerault.

Depuis, les deux villes ont travaillé sur un projet annexe pour faire le lien entre le numérique et l'énergie. Pour répondre entre autres aux besoins de rechargement des téléphones portables, mais d'abord à la fourniture de points d'éclairage en milieu rural, l'association de jumelage a installé des équipements autonomes en énergie dans des écoles de villages autour de Kaya. Un Le système de formation est amélioré par la disponibilité de lumière artificielle après les cours pour l'aide aux devoirs. Un système de recharge des téléphones portables a également été créé, géré par l'association des parents d'élèves de chaque école équipée ce qui permet par exemple de financer une cantine scolaire.

Châtellerault intervient donc avec modestie et souplesse avec la ville de Kaya mais dans la durée. Au cours des trois dernières années, et pour les trois prochaines, le programme mobilise 75 000 euros dont 30 000 ont déjà été réalisés. La mairie de Châtellerault réalise également un gros travail d'appui conseil sur l'offre des services de la commune de Kaya : espace multimédia, médiathèque, et services techniques.

A Kaya, il existe des enjeux forts qui dépassent largement les compétences locales de la coopération décentralisée telle qu'elle se déploie actuellement. Châtellerault commence notamment à réfléchir à la mise en œuvre d'actions dans le secteur de la téléphonie mobile, qui connaît une explosion extraordinaire en Afrique. La population se l'est appropriée mais paradoxalement, cet outil n'est pas utilisé pour les services offerts par la collectivité. Une idée d'application en réflexion serait d'améliorer la qualité du suivi des femmes enceintes les plus défavorisées en les dotant d'un portable qui leur permettrait de sécuriser leurs rendez-vous avec les centres médicaux de proximité, l'accoucheur et de bénéficier de conseils médicaux réguliers après la naissance.

Les limites et les freins

1) Les infrastructures disponibles localement

L'accès au réseau : les réseaux satellitaires sont souvent hors de portée économique pour les communes burkinabé, en raison du sous équipement en liaisons satellitaires à l'échelle du continent africain.

Les réseaux terrestres sont également inégalement répartis. La mise à disposition de débit satisfaisant reste liée à des politiques nationales, voire sous-régionales sur lesquelles la décision

communale n'a pas forcément prise. L'amélioration du réseau filaire à Kaya est dépendante d'un programme national financé par l'AFD qui va se déployer prochainement.

La dépendance aux ressources énergétiques reste un facteur discriminant pour les applications numériques. L'autonomie en alimentation électrique est une clef de la qualité des services offerts par l'institution communale. Là encore le contexte des politiques nationales est un élément clef. Au Burkina-Faso, la situation s'est améliorée. La réalisation d'installations autonomes en énergie par les collectivités est autorisée.

2) *Les limites budgétaires*

Dans un contexte de pénurie des ressources communales au sud et au nord, le déploiement d'une coopération numérique est lié aux ressources que les collectivités allouent. La prise en compte de Châtelleraut est modeste mais constante. Cette continuité a favorisé l'appropriation communale à Kaya où dorénavant les budgets numériques existent même s'ils sont encore limités.

La diversification des ressources est donc nécessairement à envisager. Pour sa part, Châtelleraut accompagne la transition énergétique en faveur du numérique à Kaya en ré-affectant les nouvelles recettes issues des redevances provenant de la revente d'électricité fournie par des installations photovoltaïques communales.

A Kaya, la disponibilité d'énergie d'origine photovoltaïque sur certaines écoles ou centres de santé en milieu rural contribue à lever les freins aux usages en téléphonie mobile. Outre les possibilités d'extension des plages d'utilisation des équipements grâce à la lumière et donc à leur possibilités d'accueillir de nouveaux publics, la présence d'une ressource énergétique permet la création d'initiatives vertueuses : les recettes issues de la fourniture de blocs de recharges pour les téléphones mobiles dans des équipements de santé ou des équipement scolaires permet le financement du renouvellement du matériel ou la mise à disposition de nouveaux services (cantine scolaire financée, par exemple).

Partenaires

Contributeurs financiers : Communes de Châtelleraut et Kaya (Centre Communal Multimédia) en valorisations et débours ; Ministère des affaires étrangères et du développement international ; Département de la Vienne ; Association CKJC et population de Châtelleraut (Courir pour Kaya) ;

Partenariat technique : Services traitement de l'information et jeunesse de Châtelleraut, IUT Châtelleraut ; école supérieure polytechnique de Kaya ;

Réseaux et partage d'expériences : Réseaux numériques au Burkina-Faso et en France (e-atlas francophone, Villes-internet).

Instruments financiers : budget communal à budget communal (appui institutionnel via comptes Trésor Public) ou privé (Comptes comité des jumelages pour programmes spécifiques)

Réflexion collective sur les pratiques innovantes au service de la coopération décentralisée : l'exemple d'Ivry Sur Seine

Julie Dusseaux, Responsable des Relations Internationales, Direction de la communication, Mairie d'Ivry Sur Seine

Ivry a investi récemment la thématique de la coopération numérique. La ville a développé des coopérations et échanges internationaux avec des villes partenaires situées dans des zones de conflit et où la communication et les échanges numériques sont assez compliqués : avec Tindouf, dans des

camps de réfugiés Sahraouis en Algérie ; avec Dianguirde, au Mali (zone sahélienne) ; avec Jalazone, qui est un camp de réfugiés en Palestine ; et avec une ville à Cuba.

Le partenariat avec la commune rurale de Dianguirde au Mali a été initié en 2005. Il comporte huit volets de coopération dont un dans le secteur de l'eau. C'est sur ce dernier volet que le numérique a des impacts appréciables. Ivry n'a pas pu effectuer de mission sur place depuis 2012, ce qui rend évident l'intérêt du numérique. La commune rencontre des problèmes d'accès au réseau électrique et les communications en ligne ne sont possibles que depuis Bamako. Ainsi, parler de numérique dans le cadre de cette coopération, c'est d'abord souligner des difficultés mais c'est aussi souligner des potentialités importantes que permettrait le développement de fonctions supports, de projets et d'infrastructures grâce au numérique.

En Palestine, la coopération avec le village de Jifna et le camp de Jalazone en Cisjordanie existe depuis 2012. Pour le moment, les villes ont lancé des échanges de population, notamment entre les jeunes. Les populations concernées par les échanges permettent d'envisager des développements ultérieurs en matière de numérique.

La coopération avec les camps de réfugiés sahraouis en Algérie a permis de constater une forte présence d'activistes du web au sein de ces espaces. Ces derniers utilisent internet pour poster des vidéos militantes sur la situation du pays. L'accès aux outils numériques est important et offre des potentialités intéressantes pour la suite de cette coopération.

Trois éléments clés / usages sur les coopérations numériques existantes de la ville d'Ivry :

1. Le numérique est l'un des volets du partenariat avec la commune de Dianguirde, au Mali ;

Pour pallier les questions d'accès au réseau, il a été question d'acheter une clé USB et un capteur solaire afin d'équiper la mairie en ordinateurs portables. Au regard du contexte politique compliqué, ce programme n'a pas pu être réalisé et la ville d'Ivry n'a pas pu effectuer le suivi et le bilan de cette tentative.

2. Le numérique est plutôt vu comme une fonction support des coopérations ;

Ivry a appuyé la création d'un groupe facebook entre les jeunes d'Ivry, de Jifna et de Jalazone en Palestine suite à un échange de jeunes qui avait eu lieu en 2013. L'idée était d'utiliser facebook de manière traditionnelle pour permettre aux jeunes de rester en contact. Le bilan de cette expérience est très positif. Toutefois, le cadre mi-institutionnel mi-spontané de ce groupe n'était pas forcément très adapté à son appropriation par les jeunes. On rejoint ici le point évoqué précédemment par M. Eveno en ce qui concerne le chamboulement, par le numérique, du jeu d'acteurs traditionnel.

3. Le numérique sert aussi à mieux valoriser et informer la population d'Ivry sur les projets menés ;

L'enjeu de communication vis à vis des populations en France est ici évident. L'idée est de rendre accessible localement les problématiques lointaines qui incombent à l'international. Ivry s'est dotée d'un outil numérique interactif, un mur, réalisé pour la semaine de la solidarité internationale (SSI) afin que les associations et les populations s'approprient cet outil et mettent sur le mur des posts et propositions d'événements lors de cette semaine. Dans l'espace public, Ivry a ainsi essayé de relayer et rendre visible cette initiative par la mise en place de QR code et par une installation assez artistique. Le bilan de cette expérience est relativement bon mais la ville d'Ivry a connu quelques difficultés dans son animation du fait de la petite taille de la ville d'Ivry et de la faible utilisation de l'outil par le tissu associatif local.

Dès lors, la ville a décidé d'innover et d'utiliser les potentialités de développement permises par l'outil numérique. Le service des RI s'est mis en relation avec le service numérique et ensemble, ils ont réfléchi à la possibilité de travailler à la création et à la gestion des données au service des

projets d'infrastructures développés avec les partenaires. L'idée est aussi de faire en sorte que les partenaires soient aussi les acteurs des projets et qu'ils aient accès librement aux données.

Philippe Jarry, Responsable du site internet, Direction de la communication, Service multimédia, Mairie d'Ivry-sur-Seine

Les difficultés d'accès à l'électricité et aux réseaux sont prégnantes notamment quand il s'agit de secteurs en conflit ou de secteurs ruraux. Toutefois faut aussi souligner l'aspect relatif à la connaissance pour la population d'Ivry des projets de coopération ainsi que la facilitation des communications entre les populations d'Ivry et les diasporas et ressortissants des territoires partenaires. Ivry s'est aperçue qu'il y avait un problème de localisation des villes partenaires. La ville a ainsi regardé l'état de la carte et a réalisé une comparaison entre OpenStreetMap (OSM) – projet de cartographie avec des données libres où tout le monde peut contribuer - et google map - géant de l'internet disposant d'outils de cartographie et d'une puissance financière énormes. La ville d'Ivry s'est ainsi rendue compte que pour le secteur de Dianguirédé, la carte est proche de 0 : seules une rivière, la route nationale et quelques routes secondaires sont cartographiées. Dianguirédé est une communauté villageoise qui a 14 villages et quand il s'agit de montrer à la population d'Ivry où se situent les villages, ce n'est pas possible.

La ville s'est parallèlement intéressée pour d'autres domaines de gestion et de communication locale à un projet de cartographie libre, OSM, qui rend possible l'accès à ces outils numériques. En cherchant sur OSM, on peut, pour une communauté villageoise rurale du Mali, trouver la circonscription administrative, le périmètre de la commune, le cercle et la région auxquels elles appartient et qui forment les éléments de la structure administrative du Mali. A partir de là, la ville d'Ivry peut les faire connaître à sa population et essayer de les cartographier. Le projet est de réaliser ce projet pilote et d'aller ensuite vers d'autres zones telles que le Sahara occidental afin que les habitants sachent d'où viennent les partenaires.

L'idée est de s'appuyer sur des communautés numériques existantes telle que celle qui travaille sur le projet géographique OSM, projet libre, contributif où toutes les données sont partageables. Pour commencer Ivry aimerait fabriquer la carte de cette communauté villageoise de Dianguirédé lors de la SSI. Ensuite, pour la Palestine, la carte est un peu plus développée alors qu'au Sahara occidental, du fait du conflit latent et des frontières floues, elle n'est pas tout à fait arrêtée. Dans le cas des conflits géopolitiques, il faut trouver un compromis au niveau de la cartographie pour que chaque partie prenante puisse s'y retrouver.

A l'occasion de ce travail sur le numérique, l'usage cartographique libre et opensource de partage ont amené la ville à se rapprocher de projets, de structures telles que Cartong, que Mme De Laborderie représente aujourd'hui. Le séisme d'Haïti a fait prendre conscience qu'en quelques jours la communauté internationale a été capable, en mobilisant des drones, et des images aériennes précédant le sinistre de re fabriquer la carte alors que toutes les cartes papier avaient disparu. L'utilité des outils numériques est donc apparue comme une évidence. Depuis 2006, un projet international s'est créé, HOT OSM, afin que lorsque des crises éclatent, les cartes soient mises à disposition des ONG ce qui facilite leurs actions dans l'urgence.

L'association Cartong propose de former des usagers du numérique un peu partout dans le monde. Le projet d'Ivry est de fédérer les diasporas locales, c'est à dire les ressortissants de Dianguirédé qui animent le dispositif associatif local et participent aux SSI, et de s'appuyer sur le réseau francophone, très dynamique en Afrique de l'Ouest autour de ces techniques (projet EOF). Au Bénin par exemple, il y a eu récemment un financement participatif pour que la communauté OSM du Bénin puisse acheter des images aériennes de bonne qualité pour pouvoir faire la carte et former des personnes sur place qui iront sur le terrain vérifier et améliorer la carte. Pour résumer, l'idée est de former les

ressortissants maliens qui fréquentent les espaces publics numériques d'Ivry à la cartographie ; réciproquement, il faudra qu'ils forment les agents d'Ivry à la lecture de la carte de l'Afrique. Cela permettra un échange sur la manière de vivre, sur les paysages etc. Cela devrait déboucher sur une carte papier à utiliser sur place. Pour cela, Ivry s'appuiera sur Cartong qui dispose de la connaissance des outils.

Sylvie De Laborderie, Cartong

Cartong est spécialisée sur la cartographie et la gestion de l'information. Elle travaille dans la mouvance d'OSM et maîtrise les outils du serveur jusqu'à l'analyse de la donnée et la production de la carte. En ce qui concerne ce projet particulier d'OSM, avec Ivry, Cartong organisera des mapathons qui consistent à réunir des utilisateurs bénévoles et à mettre à leur disposition une carte, que tout le monde peut remplir à partir de son écran d'ordinateur en ajoutant une maison, un tracé de route etc. Cela permet d'avoir un projet collaboratif que ce soit en Europe ou sur le terrain. Pour impliquer les personnes du terrain, on peut inclure les populations maliennes d'Ivry qui vont apporter des informations essentielles pour la cartographie des villages. On peut également organiser des missions sur le terrain afin de former des communautés locales à l'outil OSM et à la cartographie.

La cartographie participative réalisée par des bénévoles du monde entier sur internet produit la donnée brute. L'intérêt est de pouvoir récupérer cette donnée et d'en faire par la suite un outil de gestion de projet. Ainsi, cela représente une autre dimension : à partir des données d'OSM, on peut créer des cartes papiers, créer des supports sur internet et ensuite gérer des projets dans le secteur de l'eau ou des déchets, par exemple, à partir de cette base de données libre qu'est OSM et qui est alimentée par tous.

Échanges avec les participants

Lamine Koita, district d'Abidjan, Côte d'Ivoire – L'exemple entre la ville de Châtelleraut et la commune de Kaya est intéressant et il pourrait être utile de faire une modélisation de cette expérience afin de permettre aux villes d'autres pays, de la même taille que Kaya, de pouvoir entrer en contact avec une collectivité française. En effet, si ce type de processus est échangé, les autres petites communes pourront essayer ce type de coopération, d'autant plus que le numérique est un outil de facilitation très important, notamment en Côte d'Ivoire.

- **E. Eveno** : Villes Internet a mis au point un site avec un atlas des acteurs où est recensé l'ensemble des expériences sur le territoire français. Dans le cadre du travail mené avec la DAECT, il est envisageable d'avoir des formes d'exploitation de ce type qui recensent des expériences cas par cas, taille par taille et qui pourraient être identifiées sur un fond de carte de type atlas. Cela serait intéressant puisque ce qui fonctionne bien c'est que Villes-Internet ne promeut aucune solution technique ou organisationnelle ; ce sont les villes qui développent des initiatives, les signalent et échangent entre elles. L'idée est donc de créer des passerelles très diversifiées afin que les interlocuteurs étrangers puissent contacter un interlocuteur français ou autre en fonction de la ressemblance des contextes etc. Ceci est tout à fait réaliste.

Patricia Pasco, Mairie de Bouguenais – Peut-on avoir plus de précisions sur le fonctionnement d'OSM ? Les contributeurs sont-ils bien des bénévoles qui alimentent le site en cartes du monde entier ?

- **S. De Laborderie** : En effet, les contributeurs ne sont pas des cartographes, car tout le monde est en capacité de dessiner sur une image s'il reconnaît une maison, un bâtiment. OSM est un système ouvert à tous qui se base sur des images satellites. Ensuite on choisit une ville que l'on sépare en plusieurs carrés, chacun se charge d'un carré et dessine tout ce qu'il voit à l'intérieur du carré.

Patricia Pasco, Mairie de Bouguenais – Ainsi, on peut aller sur le site, choisir par exemple le Nicaragua et voir tout ce qui existe ? Y a-t-il un moteur de recherche pour choisir une ville ?

- **S. De Laborderie** : Il existe un outil pour éditer OSM, il suffit d'aller sur le site, se créer un compte et on peut faire ce que l'on veut. De plus, le projet Missing Maps a été créé pour orienter les contributeurs sur des zones prioritaires et répondre à des besoins, notamment humanitaires.

Florence Durand-Tournare, Villes-Internet – Quel est le lien entre Cartong et Missing Maps ? Est-ce que Cartong a créé le projet Missing Maps ou est-ce un projet international sur lequel Cartong intervient ?

- **S. De Laborderie** : Missing Maps est en fait un consortium, fondé par MSF UK, la British red cross et l'American Red cross et Cartong est un membre de Missing Map, elle a pour mission de mettre en œuvre le projet Missing Maps en France. Au niveau français, il n'y a pas de fonds donc pour l'instant c'est du bénévolat. Ailleurs, le projet est financé par MSF UK et l'American Red Cross.
- **Philippe Jarry** : Ce qui est intéressant de noter c'est que ce projet constitue une base géographique mondiale, ouverte, où l'on dessine des points, des lignes etc. Ces formes géographiques sont ensuite qualifiées et fournissent une base de données. A Ivry, des *cartoparty* ont été faites afin de cartographier l'invisible de la carte dans des pays comme la France : les cités HLM. L'idée de départ c'est que les meilleurs connaisseurs de la carte c'est ceux qui habitent le lieu. Il y a une administration globale d'une base de données mondiale (OSM existant depuis 2004) et chacun peut créer un compte et apporter sa contribution.
- **S. De Laborderie** : Missing map peut facilement devenir un outil de développement dans la mesure où il permet de créer des start-up et des petits projets dans les pays en développement autour de ces données.
- **E. Eveno** : La carte, dans toute l'histoire de l'humanité, est un outil de pouvoir. Les portugais et les espagnols qui ont découvert le monde, cachaient leurs cartes comme des véritables trésors. Les cartes étaient à la fois des objets d'administration, de gouvernement mais elles étaient également des objets militaires. Ce n'est que depuis récemment, avec le développement d'internet, que l'utilisateur final commence à prendre le contrôle sur ces sujets-là. Internet donne à l'utilisateur une place qui n'est plus la même que celle qu'il avait autrefois. L'utilisateur final de la cartographie devient également un acteur de la cartographie dans ce cas. Il est intéressant de noter qu'en géographie, on utilise le terme de « zones blanches » pour les cartes manquantes. Celles-ci peuvent être des zones qui n'intéressent personne mais cela peut également être, par exemple, le siège du KGB. La réappropriation de ces données à partir du territoire est extrêmement important y compris pour la modernisation des expressions démocratiques.

Hervé Pérard, mairie d'Evry - Comment avoir accès aux cartes dans certaines zones d'Afrique alors même qu'elles n'existent pas ? Par ailleurs, qui de Missing Maps et Cartong est la structure mère ?

- **S. De Laborderie** : Missing map est un consortium et Cartong en est membre. Depuis Janvier 2016, Cartong implémente de manière officielle Missing Maps en France. Ce projet est une initiative anglaise et américaine au départ. En ce qui concerne la disponibilité des cartes en Afrique, les cartes papiers sont peu disponibles mais il existe beaucoup de données sur internet. Cartong recherche ces données, les compile, crée des bases de données et à partir de là arrive à sortir des cartes détaillées. Lorsque les données sont manquantes, Cartong achète des images satellites dont le coût est relativement faible (200 euros pour 25 kilomètres carrés environ). A partir des images satellites, Cartong organise des mapathons pour avoir la donnée manquante.

Florence Durand-Tornare, Villes Internet – Les deux projets présentés mettent en avant la participation et la contribution des habitants des communes françaises, et pas uniquement dans le cadre de la coopération décentralisée à l'ancienne, proche de l'aide au développement généreuse d'un pays « riche » vers un pays « pauvre ». Ici, on emmène des citoyens dans une démarche de collaboration, de coopération avec un lieu que l'on a déterminé afin qu'ils se mettent en réseau avec des citoyens de cet endroit. C'est cette coopération citoyenne qu'il faut souligner car elle constitue aujourd'hui une difficulté mais également un avantage dans la coopération décentralisée. Villes-Internet lance un appel aux villes françaises afin d'enclencher la volonté politique et l'énergie pratique et opérationnelle pour que les projets se mettent en place.

Il pourrait être intéressant, dans le cadre de l'accord entre Villes-Internet et la DAECT de réaliser un nouveau guide, une sorte de mode d'emploi exposant des exemples et présentant des modèles d'expression des besoins des parties prenantes. L'idée serait d'étudier la participation des habitants d'ici et de là-bas, comment ils intègrent le projet, comment les habitants de la collectivité s'emparent du projet ou non etc. Est-ce que vous pourriez nous dire un mot à ce sujet?

- **J. Dusseau** : Le projet qu'Ivry mène avec Dianguiré au Mali tombe à point nommé car il va faciliter la mise en place d'un gros projet d'infrastructure pour réaliser une adduction d'eau potable. C'est un projet très lourd, il faut une forte ingénierie technique, des financements importants etc. Or, le projet de cartographie va changer beaucoup de choses pour ce projet car l'enjeu démocratique est très important. Les premiers mapathons vont être prochainement lancés, en septembre. Cartographier la ville de Dianguiré à ce moment va permettre d'avoir des données fiables à fournir aux bailleurs qui demandent beaucoup d'informations sur les données du projet. Par ailleurs, les ressortissants maliens d'Ivry qui sont demandeurs d'informations et de résultats pourront également avoir une vision sur les avancées des travaux. Les habitants pourront être partie prenantes des projets, en proposer, et avoir un droit de regard et de contrôle sur l'agenda, sur l'avancée des travaux etc. Ensuite, pour les habitants de Dianguiré, l'idée est, à terme, d'arriver à monter des communautés locales qui viendraient cartographier et former les gens sur place afin qu'ils maîtrisent la carte et les projets. Au final, l'enjeu c'est l'appropriation.
- **J. Raynaud** : Sur la participation citoyenne, le numérique n'est pas le cœur de la participation citoyenne, il est plutôt un accessoire facilitateur de communication. L'engagement des citoyens de Châtellerauld s'est plutôt traduit dans l'organisation d'une course solidaire, « courir pour Kaya », organisée par les lycéens. C'est un outil important du fonctionnement de l'association de jumelage. Lorsque les gens peuvent s'impliquer dans le processus, ils sont heureux de le faire. Il est important de trouver des outils participatifs et innovants tels que ceux présentés aujourd'hui pour mobiliser et engager les citoyens.

Françoise Diehlmann, Conseil Départemental du Val de Marne – Le conseil départemental vient de faire adopter une délibération portant sur une réorientation générale de la politique internationale.

La question du renouvellement des pratiques se pose, le conseil départemental souhaite aller vers une philosophie « ici et là-bas ». La question de la communication et du numérique rentrent dans ces réflexions. Par exemple, pour la coopération avec le Niger, où la collectivité ne peut plus se rendre, l'idée est de rapprocher les populations, notamment les jeunes.

Une question : Quelle est l'implication du partenaire allemand dans le projet de la mairie d'Ivry ?

- **J. Dusseaux** : pour l'instant, les partenaires allemands ne sont pas impliqués dans le projet mais c'est tout à fait envisageable.
- **P. Jarry** : Sur internet, la donnée est un enjeu central – que ce soit les données personnelles, ou parce que la donnée est un vecteur de services. La grande question concerne donc l'ouverture de la donnée publique. Le point de départ de tout cela c'est la fondation openstreetmap.org, fondation britannique : un étudiant avait besoin de données publiques financées par les impôts. Or, on lui a répondu que ces données étaient payantes. Alors, il est allé fabriquer, grâce à son savoir géographique et informatique, la base de données qui est aujourd'hui partageable par tous.

La carte est plus ou moins évoluée selon les pays. Quand on va sur OSM, on voit que certaines cartes sont très développées, d'autres moins. Par exemple, la communauté OSM allemande est l'une des plus active au monde. Au point de départ, ce sont des personnes qui travaillaient avec un GPS dans leur poche. La première carte de Paris devait représenter uniquement l'avenue de la République, la tour Eiffel et la Seine par exemple. Petit à petit, des partenariats avec les données publiques ont permis de mettre les données à disposition de tous. On peut accéder à la base de données pour décrire ce qu'est la réalité, le terrain, les montagnes, les rivières etc. mais on a aussi toute une série d'outils pour créer des cartes selon ses propres besoins : on extrait de la base de données des informations libres d'utilisation puis on peut, par exemple, dessiner la carte de la coopération en fonction des thématiques travaillées. On peut raconter une histoire grâce à la carte. C'est ce qu'Ivry souhaite faire avec les ressortissants de Dianguirédé. L'idée c'est qu'ils apportent des photos, et sur la carte qui sera dessinée on pourra ajouter ces photos pour s'approprier des territoires que les habitants d'Ivry ne connaissent pas forcément.

Hamadou Kamagaté, Maire de la commune de Tieningboue, Côte d'Ivoire - Pouvez-vous me donner plus d'information sur l'accès à cette plateforme ? Cette question des cartes est très intéressante car il arrive souvent, lorsque l'on présente des projets à des structures hors Afrique, que la question qui se pose concerne la localisation de la commune, et le(s) lieu(x) exacts où les projets seront mis en oeuvre. Or, produire une carte revient cher à la commune. Cette plateforme peut donc faciliter la production de cartes et le renseignement des données.

- **S. De Laborderie** : Il faut aller sur le site openstreetmap.org et se créer un compte.
Par ailleurs, pour rebondir sur la question précédente, il existe des communautés locales – notamment en Afrique de l'Ouest - formées à l'utilisation de cette plateforme, à l'usage de tous les outils et qui peuvent organiser des *cartoparty* notamment en Côte d'Ivoire. M. Jarry évoquait tout à l'heure le projet EOF, financé par la francophonie : deux personnes montent des communautés locales à travers l'Afrique de l'Ouest, et cela pourrait permettre à la commune de Tieningboue d'obtenir une carte précise. Ce n'est pas possible en effet de cartographier sa ville tout seul. Il pourrait être intéressant de réaliser une plateforme répertoriant tous les projets EOF.
- **E. Eveno** : OSM est un site contributif sur la carte. Mais plus largement, au niveau du numérique – qui touche à beaucoup d'autres aspects - il n'existe pas de plateforme qui recense l'ensemble des projets existant en Afrique de l'Ouest. Il est toutefois possible d'aller sur le site de Villes-Internet pour avoir une vision d'ensemble des acteurs et expériences

français et prendre des contacts pour étudier la possibilité de mettre en place un projet de coopération décentralisée. Aujourd'hui, l'un des points de blocage sur la coopération décentralisée sur le numérique c'est la construction des collectifs : qui s'en occupe ? le responsable de la communication ? le responsable des écoles ? Par ailleurs, ce sont des sujets difficiles à aborder car une bonne partie de l'information électronique qui circule, notamment en Afrique, transite par le téléphone mobile et non pas par les terminaux ordinateurs. Ce ne sont pas les mêmes usages qu'en France. Ces enjeux sont certes complexes mais très importants. Il faut regarder ce qui existe avant de se lancer sur un projet, soit sur des communautés comme OSM, soit sur Villes-Internet, ou encore sur l'ATLAS de la CNCD. Cela permet également de rentrer dans le cercle d'acteurs qui se connaissent déjà et pourront donner des conseils utiles. Aujourd'hui, le monde de la coopération décentralisée sur le numérique reste encore une petite famille, mais elle n'a pas vocation à le rester. Il faut qu'elle s'ouvre, et c'est dans l'air du temps. C'est ou outil de développement général.

Interlocuteur non identifié - Pouvez-vous nous donner des précisions sur l'association villes-internet ?

- **E. Eveno** : Villes-Internet développe chaque année un label. L'association évalue les politiques menées par les collectivités locales en matière de numérique sur l'année en cours puis les note. Ce qui est fondamental, c'est le travail conduit par les collectivités locales, les correspondants de Villes-Internet, qui postent sur la plateforme l'ensemble des initiatives qu'elles conduisent dans le domaine du numérique sur leur territoire. Des milliers de fiches sont ainsi stockées et organisées dans une typologie fine par l'association. L'intérêt c'est que ces informations sont accessibles à qui le veut. Ainsi, par exemple si une collectivité a le projet de mettre en place une salle multimédia, elle se rend sur la plateforme de villes-internet, rentre le mot clé « plateforme multimédia » et elle aura ainsi accès à l'ensemble de la liste des dispositifs existants avec leur emplacement sur la carte. Ensuite, il suffit de choisir une ville qui ressemble à la collectivité demandeuse et d'entrer en contact avec les interlocuteurs identifiés. Villes-Internet construit des passerelles. Toutefois, comme nous sommes dans une période d'innovation constante, les collectivités ne vont pas se contenter de reproduire des expériences qui les intéressent, elles prennent un dispositif, l'améliorent et le redéveloppent. C'est un processus très dynamique. Villes-Internet a réalisé par le passé quelques évaluations dans des villes étrangères (Belgique, Canada, Mali) mais il est très difficile de comparer ce que font les collectivités de différents pays car les formes de collectivités et les logiques de services ne se ressemblent pas. Au-delà des questions d'organisation, ce sont les idées portées par les collectivités qui sont intéressantes, et en ce sens, Villes-Internet pose comme valeur fondamentale la construction des collectifs. Villes-Internet est construite comme un collectif, qui fonctionne grâce à ses membres et travaille grâce à leurs échanges. Les collectivités s'inspirent des modèles des uns et des autres. Ce qui est intéressant c'est que, au début de Villes Internet, aucune collectivité n'avait la note 5@ car il n'y avait pas de villes à un niveau d'excellence. Aujourd'hui, Villes-Internet a un groupe de 37 villes qui ont les 5@ dont Ivry, Fleury sur Orne etc. C'est un groupe très fort, de collectivités qui sont le fer de lance sur les sujets innovants. Souvent, ces collectivités sont également le fer de lance dans tous les domaines, y compris en coopération décentralisée. En effet, celles-ci ont des organisations très dynamiques et des capacités à exporter leur modèle. Elles ont également souvent des populations très dynamiques : la demande sociale est une stimulation fondamentale pour les équipes municipales. Le mieux est donc d'adhérer à l'association afin de participer à l'émulation des idées. Villes-Internet reste sur un registre non-marchand, sur l'internet citoyen. C'est ce qui soutient le développement d'un débat

démocratique sur le territoire, d'activités innovantes, ce qui n'empêche pas par ailleurs de s'intéresser à la stimulation de l'activité économique à base de numérique sur le territoire. Mais Villes-Internet travaille avant tout sur la citoyenneté et les services publics essentiels. D'ailleurs, il y a un certain temps, les télécommunications ne faisaient pas partie des services essentiels. En Haïti par exemple, il y a des dizaines d'années, rien ne marchait : ni la police, ni l'éducation nationale, ni les services de l'eau etc. La seule chose qui fonctionnait parfaitement c'était la tour de télécommunication puisqu'elle permettait à la diaspora d'envoyer de l'argent pour maintenir à flot l'économie du pays. On remarque en effet qu'à chaque fois qu'il y a une catastrophe, telle que le tsunami en Asie, ou en Haïti, les premières ONG qui arrivent sont celles qui rétablissent les communications (télécommunications sans frontières par exemple). C'est la source indispensable de toute l'aide qui va suivre et notamment tous les financements qui arriveront par la suite. Le numérique est loin d'être marginal, c'est un service central.

Lamine Koita, Abidjan - En effet, aujourd'hui à Abidjan l'utilisation des paiements mobiles pour renforcer le relèvement des ressources locales est devenue une priorité. Le numérique est ainsi devenu un outil de renforcement des capacités de gestion du district. Par exemple, grâce aux rencontres organisées entre autres par l'association Villes-Internet, Abidjan a développé un nouveau moyen de paiement avec orange qui est beaucoup plus efficace et qui fonctionne de partout et même au fond des villages.

- Fin de la réunion -

Contact à Cités Unies France

Lucie Allex-Billaud : 01 53 41 81 85 / l.allexbillaud@cites-unies-france.org